



## Témoignage de Mueller: une autre débâcle pour la campagne anti-russe des démocrates

Par [Tom Hall](#)

Mondialisation.ca, 26 juillet 2019

[wsws.org](http://wsws.org) 26 juillet 2019

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Les témoignages devant le Congrès prononcés mercredi par l'ancien directeur du FBI et procureur spécial Robert Mueller ont été l'occasion d'une campagne médiatique hystérique orchestrée par le Parti démocrate. La procédure, qui a duré sept heures, consistait en deux comparutions consécutives de Mueller, d'abord devant le comité judiciaire de la Chambre, puis le comité du renseignement de la Chambre, tous deux contrôlés par les démocrates.

Les auditions, des exercices transparents de théâtre politique, ont été une débâcle pour le Parti démocrate. Leur but était de relancer la campagne discréditée des démocrates au sujet d'une prétendue «collusion» entre la campagne électorale de Trump et le gouvernement russe, qui a subi un coup dur lorsque l'enquête de Mueller de plusieurs années a été incapable d'amener la moindre preuve incriminante, excepté la possibilité d'obstruction de l'enquête elle-même de la part du gouvernement.



Robert Mueller [source: C-Span]

C'était une diversion réactionnaire, une tentative pour détourner l'opinion publique de la collaboration du Parti démocrate avec la politique de Trump, y compris son pogrom meurtrier contre les immigrés, son affirmation de pouvoirs présidentiels quasi dictatoriaux, ses dépenses record en matière militaire et ses préparatifs de guerre contre l'Iran, la Russie et la Chine, y compris l'utilisation d'armes nucléaires.

L'opposition de droite des démocrates à Trump a été mise en évidence par le fait qu'ils ont utilisé l'audience pour promouvoir la chasse aux sorcières bipartite contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Le journaliste courageux et prisonnier de guerre de classe est actuellement dans une prison britannique en attente d'extradition vers les États-Unis pour des accusations d'espionnage forgées de toutes pièces pour le «crime» de dénonciation des crimes de guerre américains en Afghanistan et en Irak.

Mueller a présenté comme un fait les allégations sans fondement selon lesquelles de nombreux courriers électroniques du Comité national démocrate et de la campagne Hillary Clinton auraient été transmis à WikiLeaks par des agents russes, accusation que WikiLeaks et le gouvernement russe ont niée. Ces courriels révélés les stratagèmes de Clinton visant à truquer les primaires démocrates en sa faveur et ses discours secrets aux banquiers de Wall Street.

En réponse aux déclarations publiques de Trump faisant référence au contenu de ce document, Mueller a déclaré: «Problématique est un euphémisme en termes de ce qu'elles montrent en termes de donner un espoir ou un coup de pouce à ce qui est et devrait être une activité illégale.» En d'autres termes, la publication de matériel d'un intérêt médiatique qui est préjudiciable à des éléments de l'*establishment* politique devrait être considérée comme une «activité illégale».

Les démocrates, avec l'encouragement et le soutien de Mueller lui-même, ont tenté de sauver la face en déclarant que son rapport «n'exonérait pas» Trump pour obstruction à la justice, un point qui a été souligné à plusieurs reprises dans le témoignage de mercredi. L'objectif des allégations d'ingérence russe consiste à faire pression sur Trump pour qu'il adopte une attitude plus agressive à l'égard de Moscou et pour calomnier l'opposition politique en l'associant au travail d'une «puissance étrangère hostile».

L'audience a eu lieu un jour seulement après que les démocrates soient parvenus à un [accord sur le budget](#) donnant effectivement carte blanche à Trump pour mener à bien ses politiques jusqu'à la fin de son mandat. Cela intervient aussi quelques semaines après que les démocrates au Congrès ont voté le financement à hauteur de milliards de dollars la militarisation par Trump de la frontière mexicaine et l'emprisonnement par l'administration de dizaines de milliers d'immigrants dans des camps de concentration, et quelques jours après leur approbation d'un budget record du Pentagone dépassant les 700 milliards de dollars.

Un écran de télévision géant fixé au mur du fond de la chambre du comité retransmettait les citations les plus provocantes du rapport de Mueller, notamment des propos vulgaires prétendument énoncés par Trump au sujet de l'enquête. Les membres démocrates du Congrès ont lancé une campagne dans les médias sociaux encourageant les utilisateurs de Twitter à republier des extraits du rapport. Pendant ce temps, la couverture des audiences a dominé les actualités en boucle, écartant de fait toutes les autres grandes questions du jour des principaux organes de presse.

La couverture médiatique sans interruption était hors de proportion avec le contenu du témoignage de Mueller lui-même. Aucune nouvelle information ou allégation n'a été présentée et Mueller a déclaré d'emblée qu'il limiterait ses réponses aux déclarations déjà contenues dans son rapport. Mueller a refusé de répondre à plus de 200 questions au cours des deux audiences.

Le témoignage de l'ancien directeur du FBI a démontré la domination de l'appareil de renseignement et de la police sur la vie politique américaine, où il devient l'arbitre des conflits au sein de l'*establishment* politique et le surveillant de l'opposition sociale. Mueller a défini le cadre de son propre témoignage et n'a répondu qu'aux questions auxquelles il souhaitait répondre. Cela n'a pas été contesté de la part des démocrates, qui ont louangé Mueller à plat ventre en tant que héros américain et défenseur de la démocratie.

Lors d'un échange inquiétant, la démocrate Sylvia Garcia a demandé à Mueller: «Et si j'avais fait une fausse déclaration à un enquêteur de votre équipe? Est-ce que j'irais en prison pendant cinq ans?» «Oui», répondit Mueller, ajoutant: «Mais c'est le Congrès, alors...» avant de couper sa phrase. L'échange, qui a laissé entrevoir la possibilité que la police fédérale puisse jeter le Congrès en prison, a provoqué une vague de rire.

Dans un autre échange, Mueller a suggéré que les candidats politiques qui publient des informations divulguées pourraient être tenus pénalement responsables. Le démocrate Jim Himes a demandé: «Nous avons une élection en 2020, M. le directeur. Si une équipe de campagne reçoit des informations compromettantes d'un particulier étranger ou d'un gouvernement étranger, en règle générale, cette campagne devrait-elle signaler ces contacts [à la police]?» Mueller a répondu laconiquement: «ça devrait être et ça peut être, selon les circonstances, un crime».

Mueller a présenté le danger de «l'ingérence russe» comme une menace permanente pour la démocratie américaine. «Ce n'était pas une tentative ponctuelle», a-t-il déclaré. «Ils le font alors que nous sommes assis ici. Et ils s'attendent à le faire lors de la prochaine campagne.» Mueller, qui a pris sa retraite du FBI il y a six ans, n'a pas pris la peine d'expliquer comment il pouvait savoir tout ça.

Cela n'a pas empêché sa déclaration d'être interprétée par la presse docile comme parole d'évangile. Le *Washington Post* de Jeff Bezos a déclaré en gros titres sur son site Web: «L'ingérence de la Russie menace les élections de 2020, prévient Mueller.»

Mueller a ensuite ajouté que l'ingérence de «puissances étrangères hostiles» était maintenant probablement la «nouvelle norme», indiquant que la classe dirigeante avait l'intention d'utiliser cela sans fin comme une justification fourre-tout de la répression politique, de la même manière que la supposée menace terroriste a été utilisée pour justifier des atteintes aux droits démocratiques après le 11 septembre.

«La première ligne de défense est vraiment la capacité des différentes agences qui détiennent une part de la responsabilité à non seulement partager des explications, mais aussi à partager leur expertise, à partager des objectifs, à utiliser toutes les ressources dont nous disposons, à résoudre ce problème», a déclaré Mueller. En d'autres termes, les restrictions restantes sur la capacité des agences de renseignement d'espionner le public américain et mondial doivent être supprimées.

L'enquête sur la Russie n'a pas réussi à attirer un soutien public significatif. Un récent sondage mené par le *Washington Post* et ABC a révélé que les résultats de l'enquête ne seraient «pas pris en compte lors du vote» pour 46 pour cent des Américains. En même temps, l'enquête elle-même souffre d'un scepticisme croissant. Seulement 37 pour cent des sondés récemment par *Politico* estimaient que l'enquête de Mueller avait été menée «équitablement», contre 42 pour cent qui pensaient qu'elle avait été menée «injustement». Cela représente la plus grande évolution d'opinion comparée au sondage précédent ayant

eu lieu parmi les électeurs démocrates.

**Tom Hall**

Article paru en anglais, WSWS, le 25 juillet 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Tom Hall](http://Tom Hall), [wsws.org](http://wsws.org), 2019

---

Articles Par : **[Tom Hall](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)